

ly documented agent's costs" as directed by the Board. AECL did not know what services were rendered by the agent and his consultants on AECL's behalf; and

(b) AECL was not previously committed to retain the Eisenberg organization as agent for more than one sale to South Korea. As part of the renegotiations, Eisenberg was appointed exclusive agent for the sale of a second unit to South Korea. The cost of this concession may eventually prove to be greater than the \$1.5 million reduction in the Eisenberg fees.

72. Your Committee recommends that:

(a) the Government and Boards of Directors define the job requirements of senior management of Crown corporations. The persons appointed should possess the qualifications necessary for the job. The activities of AECL, as they have now evolved, demand that the organization should be under the direction of a person with proven business skills;

(b) AECL ascertain whether fees paid by Eisenberg to associated consulting firms and reimbursed by AECL, were commensurate with the services rendered. It should also determine whether other expenses charged by Eisenberg are appropriate. Provisions permitting an audit of the cost records, where costs are incurred on behalf of a public entity, are standard features in the government contracts and should be adopted by AECL; and

(c) the AECL Board of Directors review whether the Eisenberg organization is needed by AECL should a second unit be sold to Korea. In the event that it deems an agent to be essential, the Board should define, in contractual terms, the agent's services and the basis of remuneration.

Post-Contract Services Agreement

73. The renegotiated Eisenberg agreement changed the terms for services to be rendered by the agent after the signing of the South Korean sale. The original contract required AECL to pay \$3,000,000 over six years in unaccountable fees. Currently AECL is obliged to pay up to \$5,142,392 based on quarterly billings, detailing services and costs.

74. Contract terms governing quarterly billings are vague and contrary to the spirit of the renegotiation which was to achieve a full accounting of services rendered and expenses billed. Notwithstanding disputes on items billed, AECL is obliged to pay \$175,000 per quarter. No mechanism is provided to resolve disputes. Furthermore, the contract contains no provision permitting AECL to conduct an audit of expenses allocated to it by the Eisenberg group.

75. Your Committee concludes that the post-contract services agreement fell short of reasonable contract standards and

documentés de l'agent» suivant les instructions du Conseil. L'EACL n'était pas au courant des services fournis en son nom par l'agent et par ses consultants; et

b) que l'EACL ne s'était pas engagée à retenir les services de l'organisation Eisenberg pour négocier plus d'une vente à la Corée du Sud. Dans le cadre des négociations, Eisenberg a été désigné comme étant l'agent exclusif lors de la vente d'une deuxième unité à la Corée du Sud. Le coût de cette concession pourrait bien s'avérer être supérieur à la diminution de 1.5 million de dollars des honoraires d'Eisenberg.

72. Votre Comité recommande:

a) que le gouvernement et les Conseils d'administration définissent les exigences relatives aux postes d'administrateurs supérieurs des sociétés d'État. Les personnes choisies pour occuper ces postes devraient posséder les qualifications nécessaires. Les activités de l'EACL, en raison de leur nouvelle ampleur, exigent que l'organisation soit dirigée par une personne ayant déjà fait preuve des aptitudes voulues dans le monde des affaires;

b) que l'EACL vérifie si les honoraires versés par Eisenberg à des sociétés d'experts-conseils associées et remboursés par l'EACL sont à la mesure des services fournis. L'EACL devrait aussi déterminer si les autres dépenses imputées par Eisenberg sont justifiables. Les contrats du gouvernement contiennent une disposition-type permettant la vérification des pièces justificatives, lorsque des fonds sont engagés au nom d'un organisme public et l'EACL devrait procéder de la même façon; et

c) que le Conseil d'administration de l'EACL détermine si cette dernière a besoin des services de l'organisation Eisenberg si une deuxième unité était vendue à la Corée. Si l'EACL juge essentiel d'avoir recours aux services d'un agent, il conviendrait que le Conseil définisse, en termes contractuels, les services de l'agent et la base de rémunération.

Entente de services post-contractuels

73. L'entente Eisenberg renégociée modifiait les conditions des services que l'agent devait rendre après la signature du contrat de vente à la Corée du Sud. Le contrat original exigeait que l'EACL verse \$3 millions en honoraires échelonnés sur une période de six ans sans demander justificatifs. A l'heure actuelle, l'EACL est obligée de verser jusqu'à concurrence de \$5,142,392. contre présentation de factures trimestrielles, indiquant les services rendus ainsi que les coûts.

74. Les termes du contrat régissant les factures trimestrielles sont assez vagues et contraires à l'esprit des négociations qui visaient à obtenir un état détaillé des comptes relatifs aux services et aux bourses. En dépit des désaccords sur les dépenses imputées, l'EACL est obligée de payer \$175,000 par trimestre. Il n'existe aucun mécanisme pour résoudre les conflits. En outre, le contrat ne contient aucune disposition autorisant l'EACL à effectuer une vérification des dépenses qui lui ont été imputées par le groupe Eisenberg.

75. Votre Comité conclut que l'entente relative aux services contractuels n'est pas conforme aux normes contractuelles